

Car les héritiers savent qu'ils ont accédé au trône dans une période difficile. Sur le plan économique, il faut redresser la barre au plus vite, prendre pied dans la grande compétition internationale, créer des grandes unités de production nécessaires pour y parvenir. Or, créer ces grandes unités signifie en clair, par le biais de la dévaluation, de la fiscalité, des crédits, balayer les couches intermédiaires qui freinent le développement en s'accrochant à des forces archaïques de production. Mais encore une fois, la bourgeoisie française joue de malchance : elle a affaire aux classes moyennes les plus développées numériquement et politiquement d'Europe, legs de la révolution jacobine et progéniture de la petite paysannerie parcellaire. Quelle sera la résistance de ces couches ? C'est une des inconnues.

Pour le moment, artisans et petits commerçants s'agitent en désordre, mais ils attirent dans leur orbite certaines franges des P.M.E. et certaines couches d'agriculteurs.

Devant ces difficultés, l'alliance sur laquelle repose l'équipe au pouvoir semble bien fragile. D'autant plus que chacun lorgne vers d'éventuels alliés de rechange pour préparer la retraite. On ne peut pas dire que la confiance règne. Et pour cause. Car en plus des difficultés internes, la bourgeoisie française risque d'être emportée par le tourbillon de la crise monétaire et de la récession internationale alors qu'elle représente un maillon particulièrement affaibli du système impérialiste.

Dans une situation aussi sombre et aussi inextricable, le gouvernement se contente d'attendre et voir venir. Il n'a pas la prétention des grands projets, il se contente d'une politique au jour le jour. Il sait bien que le reste, c'est du verbe pour amuser la galerie et qu'il suffit de coller une âme à la société de consommation pour en faire la nouvelle société et arracher les applaudissements d'un parterre facile à satisfaire.

2) LA GAUCHE

Le pouvoir chancelant est construit sur de la peur et sur du vide. Sur la peur qui ressoude ses rangs face à la moindre grève. Sur le vide que laisse une gauche désemparée après son écrasement électoral.

Dans la gauche, c'est l'heure de la mue. Il faut savoir faire peau neuve quand vient la saison. Une peau trop usée sur les bancs parlementaires de la IV^e République, écaillée par le soleil de Mai 68 n'inspire pas confiance. Les élections présidentielles l'ont montré en renvoyant Defferre et Mendès à leurs horizons. Aujourd'hui, personne ne dit rien. Il faudrait répartir les forces, redécouper dans le vif cet amoncellement de clubs, de groupes et de partis. Mais le passé est trop lourd, les rancunes, les incompatibilités trop grandes, la susceptibilité trop à vif. Il faut laisser le temps faire son œuvre.

Et en attendant, Rocard, Mitterrand, Savary prennent des airs pénétrés pour « reposer le problème » du socialisme et des perspectives du socialisme à visage humain. Si le gouvernement travaille au jour le jour, parce qu'il est pouvoir, eux font plutôt dans le long terme, précisément parce qu'ils n'y sont pas et pas prêts d'y être, pensent les plus pessimistes. Evoquer l'ampleur des problèmes leur donne le temps.

Juste le temps qu'il faut et sans plus. Car il y a en 1971 des élections municipales et le P.C., spécialiste en la matière, attend l'occasion de placer son ultimatum aux socialistes : ou bien l'alliance préférencielle et quasi-exclusive avec le P.C. ou bien l'alliance à droite pour garder les municipalités. Il espère par ce choix repousser à droite les Defferre et Chander-nagor et pouvoir reprendre le duo unitaire avec Mollet, Mitterrand et autres Rocard.

En attendant l'épreuve, une des principales préoccupations du P.C. demeure les gauchistes. Il faut mener des luttes limitées et calculées pour éviter qu'ils ne gagnent en audience et renouer avec un certain style militant (soutien au Vietnam, réparation de l'Avant-Garde à la place de N.G.F.) pour éviter la fuite des jeunes vers l'avant-garde révolutionnaire.

Privé de perspectives, pour donner le change, le P.C. relance le jeu de l'unité au niveau syndical, par C.G.T. interposée. Autrefois on ne pouvait prétendre un pouvoir sans les socialistes. Aujourd'hui qu'on cherche les socialistes à la loupe et qu'on attend qu'ils reprennent des couleurs, on ne peut plus lutter sans la C.F.D.T. Comme dans cette histoire, il y a toujours l'un des deux partenaires qui ne marche pas, les deux ont beau jeu de se disculper devant leurs troupes en disant que c'est l'autre le coupable.

3) LA CLASSE OUVRIERE

A une époque où ni le pouvoir, ni la gauche, ni le P.C. n'ont de perspectives, où l'un s'absorbe dans la besogne quotidienne pour oublier les lendemains, et où l'autre parle des lendemains pour oublier les tâches du jour, on se demande ce que pourrait bien penser la classe ouvrière. Ce qui est sûr, c'est qu'elle n'a pas davantage de perspectives.

Pourtant, perspectives ou pas, la lutte de classe ne connaît pas de trêve et l'austérité est bien une réalité. Face à cette attaque de la bourgeoisie il faut se défendre. Et puisque le parlement est une baudruche impuissante, on se défend à la base dans l'usine, dans l'atelier, là où la lutte est efficace. Une grève bloque l'usine, une manifestation n'est qu'une protestation qui alimente les communiqués de victoire des bureaucrates. Mais face au gouvernement, pour obtenir des résultats, il faudrait généraliser. Mais en généralisant la base perd l'initiative aux profits des bureaucrates qui coordonnent, qui noient les revendications précises dans des revendications vagues, qui négocient sur le tapis vert, loin du lieu où se mène la lutte.

Cette volonté de lutte qui ne trouve pas à s'exprimer dans le cadre des perspectives politiques engendre la défiance à l'égard de la lutte politique, l'attachement aux luttes catégorielles et corporatives : l'exemple des roulants qui refusaient une extension du mouvement où leurs revendications seraient noyées est révélateur à cet égard. Cet esprit catégoriel n'est ni bon ni mauvais, mais témoigne seulement de la combativité et du désarroi idéologique de la classe ouvrière.

En effet, l'absence de perspectives politiques approfondit les différenciations au sein de la classe ouvrière. Les militants les plus conscients rejoignent l'avant-garde révolutionnaire, d'autres écoeurés par les directions syndicales donnent dans le gauchisme, d'autres se laissent aller à l'abattement et à l'inertie, d'autres encore, se replient sur leur usine ou leur catégorie et ne sont prêts qu'à défendre avec amertume leur situation en refusant de voir au-delà. L'absence de perspective politique sur laquelle s'unifierait la classe en lutte produit un désarroi et une différenciation tels qu'il devient abstrait de parler de la classe ouvrière en tant que telle.

Cette différenciation représente une aubaine pour les bureaucraties syndicales. A une époque où il est de plus en plus difficile d'exercer leur nature double (en combinant la défense des intérêts immédiats de la classe et l'abandon de ses intérêts historiques) elles l'exercent dans l'espace : en défendant réellement les couches les plus retardataires du prolétariat et en sabotant les luttes des couches les plus avancées. Ainsi dans les coins où le prolétariat n'a pas de traditions politiques, où la C.G.T. est minoritaire par rapport à la C.F.D.T., il lui arrive de défendre avec fermeté les travailleurs (Rhodia Besançon) et de retrouver une audience dans des masses pour lesquelles elle apparaît, toutes proportions gardées, comme une organisation de lutte. Ce jeu de bascule peut se reproduire au sein même d'une entreprise où la C.G.T. peut s'appuyer sur les travailleurs émigrés et les techniciens supérieurs pour isoler les plus combatifs tout en défendant réellement certaines catégories.